



Écho de la colline

L'UCQ parle de demande énergétique et d'environnement



Léa Tremblay

Journaliste, étudiante au

Centre d'études Collégiales en Charlevoix

L'union conservatrice du Québec veut de l'énergie verte pour l'avenir... tout en faisant la promotion des centrales nucléaires. A-t-il oublié de faire ses devoirs ?

Vendredi matin, les porte-paroles de l'environnement et de l'économie, d'innovation et d'énergie ont partagé leur opinion sur l'avenir énergétique du Québec. Il reste encore difficile à comprendre et à démêler en raison de plusieurs contradictions apparentes.

D'une part, ils affirment que l'énergie de l'avenir est l'énergie électrique, d'autant plus que le Québec a accès à une grande ressource dans ce domaine : l'hydroélectricité. En les écoutant on apprend que même si la construction de voitures électriques est potentiellement plus polluante que l'utilisation d'automobile traditionnelle cela reste la meilleure option. En effet, selon leurs dire, le plus important à régler en matière d'environnement est de réduire les gaz à effet de serre. En ce sens, les voitures électriques sont la meilleure solution permettant de réduire la production de gaz nocifs comme le dioxyde de carbone.

D'autre part, ils expliquent qu'ils veulent continuer la transition énergétique, mais pas avec le but de diminuer les gaz à effet de serre. De leur point de vue, ça serait seulement un bonus puisqu'ils ont seulement la volonté de faire la transition. En fin de compte, pour l'UCQ ce qui est important c'est plus le fait de suivre le mouvement. Lors de la conférence de presse, les porte-paroles de la première opposition ont exprimé l'importance de l'énergie verte, ce qui porte à confusion, puisqu'au cours de cette rencontre nous avons pu remarquer que cette affirmation se contredisait. En effet, ils ont mentionné leur désir de repartir une ancienne centrale nucléaire et cette énergie n'est pas reconnue comme étant renouvelable.

Les deux porte-paroles ont ensuite mentionné que leur priorité ultime dans ce dossier est de répondre à la demande d'énergie des québécois peu importe l'impact environnemental. Dans ce contexte l'impact est de se retrouver avec des déchets radioactifs sur les bras. Effectivement, les déchets produits lors de ce processus gardent une grande radioactivité. Cela obligerait le gouvernement à trouver des terres qui permettraient de les ensevelir assez profondément afin de ne plus ressentir leurs effets. Cet aménagement demanderait non seulement assez d'espace pour ensevelir les déchets à une profondeur minimum de 550 mètres, mais doit aussi être assez éloigné des régions habitées pour ne pas affecter la population. En somme, nous cherchons encore quelle direction l'UCQ a décidé de prendre.